



**Sivom du
littoral des Maures**

COMPTE-RENDU Comité Syndical du lundi 25 novembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le 25 novembre à 10h00, les membres du Comité Syndical du SIVOM du littoral des Maures, dûment convoqués le 13 novembre 2024 se sont réunis, dans les locaux du SIVOM, sous la Présidence de M. Philippe LEONELLI, Président du SIVOM du littoral des Maures.

Membres titulaires en exercice : 8

Membres présents :

Philippe LEONELLI, Président, Maire de Cavalaire-sur-Mer
Jean-Paul DUBOIS, Conseiller municipal, Mairie de Cavalaire-sur-Mer
Bernard SALINI, Conseiller municipal, Mairie de Cavalaire-sur-Mer
René CARANDANTE, Adjoint, Mairie de La Croix Valmer
Robert DALMASSO, Adjoint, Mairie de La Croix Valmer
Pierre MONETON, Conseiller municipal, Mairie de La Croix Valmer
Jacques BUTTARD, Conseiller municipal, Mairie de La Croix Valmer
Catherine WYDOOGHE, Conseillère municipale, Mairie de Cavalaire-sur-Mer

Membres excusés et représentés :

Bernard JOBERT, Vice-Président, Maire de La Croix Valmer, représenté par Jacques BUTTARD
Philippe VANDEVELDE, Adjoint, Mairie de Cavalaire-sur-Mer, représenté par Catherine WYDOOGHE

A été désigné secrétaire de séance : Pierre MONETON

Le quorum requis étant atteint, le Comité Syndical peut valablement délibérer.

Agents présents :

Patrice VECCHI, co-Directeur du SIVOM,
Francis CAYOL, co-Directeur du SIVOM,
Franck JOUCHER, Directeur du Système d'Assainissement
Franck MONTET, Responsable d'exploitation de la STEP intercommunale de Pardigon
Igor GARDIEN, Directeur du cimetière intercommunal de Pardigon et de la maison funéraire
Pascale BAUMARD, Comptable
Fanny MARIN, Assistante de direction

Le procès-verbal du Comité Syndical du 12 septembre 2024 est approuvé à l'unanimité.

DELIBERATIONS

DELIBERATION N° 2024-01-05-38

Approbation du règlement du cimetière intercommunal de Pardigon

Vu la délibération n° 2023-05-074-5 du 22 juin 2023 de la commune de La Croix Valmer relative au transfert de la compétence « gestion funéraire » au SIVOM du littoral des Maures,
Vu la délibération n° 075/2023 du 29 juin 2023 de la commune de Cavalaire-sur-Mer relative au transfert de la compétence « gestion funéraire » au SIVOM du littoral des Maures,
Vu l'arrêté préfectoral n° 272/2023-BCLI du 4 août 2023 portant modification statutaire du SIVOM du littoral des Maures relative au transfert de la compétence « gestion funéraire »,
Considérant que le SIVOM du littoral des Maures exerce la compétence « gestion funéraire » depuis le 1^{er} janvier 2024,
Considérant que la gestion du cimetière intercommunal de Pardigon relève de cette compétence,
Considérant qu'il convient d'approuver le règlement du cimetière intercommunal en lieu et place des règlements des cimetières communaux de Cavalaire-sur-Mer et de La Croix Valmer,

Le Comité Syndical,

Où l'exposé de Monsieur Le Président,

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité des membres présents :

APPROUVE le règlement du cimetière intercommunal de Pardigon (cf. annexe 2) à partir du 1^{er} janvier 2025 et **DEMANDE** que soit rajoutée une disposition relative à l'obligation pour le concessionnaire (ou ses ayant droits) de conserver en bon état de propreté et d'entretien sa concession et à la possible substitution du SVOM du littoral des Maures en cas de manquement à cette obligation.

DELIBERATION N° 2024-02-05-39

Fixation des tarifs du cimetière intercommunal de Pardigon

Vu la délibération n° 2023-05-074-5 du 22 juin 2023 de la commune de La Croix Valmer relative au transfert de la compétence « gestion funéraire » au SIVOM du littoral des Maures,
Vu la délibération n° 075/2023 du 29 juin 2023 de la commune de Cavalaire-sur-Mer relative au transfert de la compétence « gestion funéraire » au SIVOM du littoral des Maures,
Vu l'arrêté préfectoral n° 272/2023-BCLI du 4 août 2023 portant modification statutaire du SIVOM du littoral des Maures relative au transfert de la compétence « gestion funéraire »,
Considérant que le SIVOM du littoral des Maures exerce la compétence « gestion funéraire » depuis le 1^{er} janvier 2024,
Considérant que la gestion du cimetière intercommunal de Pardigon relève de cette compétence,
Considérant qu'il convient de fixer les tarifs du cimetière intercommunal de Pardigon en lieu et place des tarifs des cimetières communaux de Cavalaire-sur-Mer et de La Croix Valmer,

Le Comité Syndical,

Où l'exposé de Monsieur Le Président,

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité des membres présents :

-FIXE les tarifs du cimetière intercommunal de Pardigon (cf. annexe 3) à partir du 1^{er} janvier 2025,

-AUTORISE Monsieur le Président à signer tout acte et à accomplir toute procédure nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération.

DELIBERATION N°2024-03-05-40

Fixation des tarifs de la maison funéraire

Vu la délibération n° 2023-05-074-5 du 22 juin 2023 de la commune de La Croix Valmer relative au transfert de la compétence « gestion funéraire » au SIVOM du littoral des Maures,
Vu la délibération n° 075/2023 du 29 juin 2023 de la commune de Cavalaire-sur-Mer relative au transfert de la compétence « gestion funéraire » au SIVOM du littoral des Maures,
Vu l'arrêté préfectoral n° 272/2023-BCLI du 4 août 2023 portant modification statutaire du SIVOM du littoral des Maures relative au transfert de la compétence « gestion funéraire »,
Considérant que le SIVOM du littoral des Maures exerce la compétence « gestion funéraire » depuis le 1^{er} janvier 2024,
Considérant que la gestion de la maison funéraire de Cavalaire-sur-Mer relève de cette compétence,
Considérant qu'il convient de fixer les tarifs de la maison funéraire de Cavalaire-sur-Mer en lieu et place des tarifs fixés par la commune de Cavalaire-sur-Mer,

Le Comité Syndical,

Où l'exposé de Monsieur Le Président,

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité des membres présents :

FIXE les tarifs de la maison funéraire de Cavalaire-sur-Mer (cf. annexe 4) à partir du 1^{er} janvier 2025.

DELIBERATION N° 2024-04-05-41

Adhésion à la convention de participation « prévoyance » du CDG83 et participation mensuelle au financement des garanties au 1^{er} janvier 2025

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des assurances ;
Vu le code général de la fonction publique et notamment ses articles L.827-1 et suivants ;
Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents et les 4 arrêtés d'application du 8 novembre 2011 ;
Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;
Vu l'Accord Collectif National du 11 juillet 2023 portant réforme de la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux ;

Vu la fiche d'intention signée par le Président du SIVOM du littoral des Maures en date du 22 mai 2024 indiquant que ce dernier souhaite adhérer au contrat groupe CDG couvrant le risque prévoyance ;

Vu la délibération n°2024-34 du 4 juillet 2024 du Centre de Gestion du Var, autorisant le Président à lancer un appel public à concurrence pour son propre compte et celui des structures de son périmètre qui lui auront donné mandat, afin de sélectionner un organisme d'assurance pour la conclusion d'une convention de participation à adhésion facultative pour le risque prévoyance à compter du 1^{er} janvier 2025 ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial du Centre Départemental de Gestion du Var du 19 septembre 2024, retenant l'offre présentée par Territoria Mutuelle au titre de la convention de participation ;

Vu la délibération n°2024-48 du 3 octobre 2024 du Conseil d'Administration du Centre Départemental de Gestion du Var du 28 juin 2024, retenant l'offre présentée par Territoria Mutuelle au titre de la convention de participation ;

Vu la convention de participation signée entre le Centre de Gestion du Var et Territoria Mutuelle ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial du 12 novembre 2024 sur l'adhésion à la convention de participation Prévoyance du Centre Départemental de Gestion du Var et à la participation mensuelle au financement des garanties, au 1er janvier 2025.

I. LE CONTEXTE

Les garanties de protection sociale complémentaire, communément appelées prévoyance, sont destinées à couvrir les risques d'incapacité de travail, d'invalidité, d'inaptitude ou de décès.

A compter du 1^{er} janvier 2025, la réforme de la protection sociale complémentaire rend obligatoire :

- la participation financière mensuelle des employeurs publics ;
- des garanties minimales en matière d'incapacité et d'invalidité ;

Aux termes de l'article L.827-7 du Code Général de la Fonction Publique, les centres de gestion concluent une convention de participation pour le compte des collectivités et établissements de leur ressort qui le demandent. Par conséquent, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var a lancé en 2024 une consultation publique afin de conclure une convention de participation dans le domaine de la prévoyance.

A l'issue de cette procédure de consultation, le Centre Départemental de Gestion du Var a souscrit une convention de participation pour le risque « Prévoyance » auprès de Territoria Mutuelle pour une durée de six ans, à compter du 1^{er} janvier 2025.

Les collectivités territoriales et établissements publics du ressort du Centre de Gestion du Var peuvent donc désormais adhérer à la convention de participation par délibération de leur assemblée délibérante, après consultation du Comité Social Territorial.

II. LES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE LA CONVENTION DE PARTICIPATION AU 1ER JANVIER 2025

1/ Les garanties et taux de cotisations délivrées par l'Assureur sont les suivantes :

Les garanties proposées dépendent du choix de l'adhérent quant à la possibilité de souscrire à des garanties complémentaires facultatives.

GARANTIES MINIMALES OBLIGATOIRES		
INCAPACITÉ DE TRAVAIL	PLAFONDS D'INDEMNISATIONS	TAUX DE COTISATION TTC
Versement d' indemnités journalières à compter : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Du passage à demi-traitement (agents fonctionnaires) ; ▪ Du versement d'indemnités journalières versées par la Sécurité Sociale et/ou du maintien du revenu par l'Employeur quelle que soit l'ancienneté de l'Assuré 	90% du revenu net	1.45% TIB+NBIB+RIB
INVALIDITÉ PERMANENTE	PLAFONDS D'INDEMNISATIONS	TAUX DE COTISATION TTC
Versement d'une rente mensuelle en cas de reconnaissance d'état en invalidité à la suite de maladie ou accident d'origine vie privée ou professionnelle (consécutif à un accident de service ou de travail ou de maladie professionnelle) :		
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Agents affiliés à la CNRACL qui sont bénéficiaires d'un taux d'invalidité supérieur ou égal à 50% 	90% du revenu net	1.00% TIB+NBIB+RIB
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Agents affiliés à la CNRACL qui sont bénéficiaires d'un taux d'invalidité inférieur à 50% : le montant de la rente est calculé comme suit : $M = R \times I / 50\%$ (<i>M : montant de la rente à verser, R : montant de la rente pour un pourcentage d'invalidité retenu par la CNRACL d'au moins 50%, I : pourcentage d'invalidité retenu par la CNRACL qui est inférieure à 50%</i>) 	< 90% du revenu net	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Autres agents bénéficiaires d'une invalidité vie privée réduisant d'au moins deux tiers la capacité de travail ou de gain avec un classement en 2ème ou 3ème catégorie, ou bénéficiaires d'un taux d'incapacité permanente supérieur ou égal à 66% en cas de classement en invalidité vie professionnelle 	90% du revenu net	
TOTAL		2.45% TIB+NBIB+RIB

GARANTIES COMPLÉMENTAIRES À ADHÉSION FACULTATIVE (L'AGENT PEUT ADHÉRER À UNE OU PLUSIEURS GARANTIES)		
COMPLÉMENT INCAPACITÉ DE TRAVAIL	PLAFONDS D'INDEMNISATIONS	TAUX DE COTISATION TTC
Versement d' indemnités journalières pour reconstituer le régime indemnitaire en périodes de plein traitement en cas de placement en congés de maladie ordinaire	NON GARANTI	
Versement d' indemnités journalières pour reconstituer le régime indemnitaire en périodes de plein traitement en cas de placement en congés de longue maladie, longue durée et grave maladie	90% du revenu net	+0.39% TIB+NBIB+RIB
PERTE DE RETRAITE	PLAFONDS D'INDEMNISATIONS	TAUX DE COTISATION TTC
Versement d'un capital pour compenser la perte de droit à la retraite qui est constatée au cours de la période d'invalidité applicable pour les seuls agents qui sont affiliés à la CNRACL	50% PMSS par année d'invalidité	0.46% TIB+NBIB+RIB
DÉCÈS TOUTES CAUSES	PLAFONDS D'INDEMNISATIONS	TAUX DE COTISATION TTC
Versement d'un capital décès, consécutif à accident ou maladie de l'agent assuré, aux bénéficiaires de celui-ci ou à ce dernier en cas de perte totale et irréversible d'autonomie	100% SAB	0.43% TIB+NBIB+RIB
Légende : PMSS : plafond mensuel de la Sécurité sociale, SAB : salaire annuel brut.		
Remarque : <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'Assureur intervient en cas de maintien <u>ou</u> de suspension du Régime Indemnitaire. ▪ Les plafonds d'indemnisation sont à considérer en net des prélèvements sociaux (CSG et CRDS), c'est-à-dire que la Mutuelle doit verser à l'Assuré le pourcentage de prestation indiqué dans le tableau des garanties. 		

Les taux de cotisations sont exprimés en pourcentage du revenu de référence des Assurés, et sont identiques pour tous les adhérents.

Dans le cas d'une transposition normative de l'accord collectif national portant réforme de la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux du 11 juillet 2023 qui rendrait obligatoire l'adhésion des agents aux garanties minimales, l'Assureur indique dans le tableau ci-dessus les taux de cotisation qui seraient applicables

2/ Les bénéficiaires des garanties sont :

Il revient à chaque agent de décider d'adhérer à titre individuel au contrat-groupe « prévoyance ».

- Les agents fonctionnaires et contractuels de droit public et de droit privé rémunérés dans l'effectif de l'Employeur.
- Les ayants-droits des agents au titre du bénéfice de la garantie décès, désignés par l'agent adhérent, au bulletin d'adhésion ou, en l'absence de désignation dans le bulletin d'adhésion, définis au contrat collectif d'assurance (conjoint ou concubin ou personne liée par un pacte civil de solidarité et enfants).

3/ Le paiement des cotisations à Territoria Mutuelle

Le paiement des cotisations est effectué par l'Employeur par précompte mensuel auprès des Assurés. Dans ce cas, l'Employeur est le seul responsable du paiement à l'Assureur de la totalité des cotisations prélevées sur les feuilles de paie des Assurés.

La périodicité des paiements de la cotisation est mensuelle.

Le défaut de paiement des cotisations est régi par la réglementation sur les assurances.

4/ Participation financière de l'employeur

Conformément au décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement, l'employeur est tenu de verser une participation financière minimale fixée par ledit décret à hauteur de 7 euros par mois et par agent, quelle que soit leur quotité de travail, à compter du 1er janvier 2025.

En tout état de cause cette participation ne peut excéder le montant de la cotisation.

Cette participation financière sera versée aux bénéficiaires ayant adhéré au contrat attaché à la convention de participation portant sur le risque « Prévoyance ». Cette participation sera versée à compter du 1er janvier 2025.

Le Comité Syndical,

Ouï l'exposé de Monsieur Le Président,

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité des membres présents :

- **ADHERE** à la convention de participation pour le risque « Prévoyance » conclue par le Centre Départemental de Gestion du Var et portée par Territoria Mutuelle, à compter du 1er janvier 2025, pour une durée de 6 ans,
- **ACCORDE** sa participation financière aux bénéficiaires, à hauteur de 15 euros mensuels par agent (rappel : 7€ minimum au 1er janvier 2025).
- **AUTORISE** le Président à signer l'ensemble des actes et décisions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.
- **INSCRIT** les crédits nécessaires aux budgets des exercices correspondants.

DELIBERATION N° 2024-05-05-42

Avenant à la convention de mutualisation de services entre le SIVOM du littoral des Maures et la commune de Cavalaire-sur-Mer

En application de l'article L.5211-4-1 du code général des collectivités territoriales, les Conseils Municipaux des communes de Cavalaire-sur-Mer et de La Croix Valmer ont, par délibérations n°

127/2022 du 20 octobre 2022 et n° 2022_09_127_11 du 17 novembre 2022, décidé le transfert de la sous-compétence « collecte des eaux usées » relevant de la compétence « assainissement » au SIVOM du littoral des Maures à partir du 1er janvier 2023.

Suite à ce transfert, et dans un souci d'optimisation, il a été convenu que les communes puissent conserver certains services supports afin de permettre à ces derniers de mener à bien, pour une partie de leurs missions, celles transférées. Par ailleurs, une partie minoritaire du temps de travail des agents transférés au SIVOM était consacrée à des missions non transférées (eaux pluviales, interventions en astreinte ces réseaux et sur les bâtiments communaux notamment).

Par conséquent, il convenait de mettre ces agents du SIVOM à disposition des communes pour continuer à exercer ces missions, ainsi que les moyens matériels utilisés à ces fins.

Les modalités d'intervention ci-avant définies ont été déterminées et formalisées par le biais de conventions de mise à disposition de services dites « ascendantes » et « descendantes ».

Ainsi, le SIVOM du littoral des Maures et la commune de Cavalaire-sur-Mer ont signé en date du 5 avril 2023 une convention de mutualisation de services.

Il apparaît nécessaire aujourd'hui de rédiger un avenant à ladite convention portant notamment sur les moyens humains mis à disposition du SIVOM du littoral des Maures et de la commune de Cavalaire-sur-Mer.

Le Comité Syndical,

Ouï, l'exposé du Vice-Président,

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité des membres présents :

-APPROUVE l'avenant à la convention de mise à disposition de services conclue entre la commune de Cavalaire-sur-Mer et le SIVOM du littoral des Maures (cf. annexe 5) ;

-AUTORISE Monsieur le Vice-Président à signer ledit avenant ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION N° 2024-06-05-43

Convention de remboursement de charges dans le cadre de l'occupation partagée de locaux entre le SIVOM du littoral des Maures et la CCGST

Monsieur le Président rappelle au Comité Syndical la délibération n°2022-06-02-12 du 17 mars 2022 relative à la convention de remboursement des charges pour une occupation partagée des locaux (sis 145 chemin des Essarts à Cavalaire-sur-Mer) entre le SIVOM et la Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez.

Cette convention, signée le 28 mars 2022, arrive à son terme le 31 décembre 2024.

Il convient donc de signer une nouvelle convention, pour une durée de 3 ans, intégrant quelques modifications portant notamment sur le changement d'affectation de bureaux et la modification des % d'affectation de certains agents...

Le Comité Syndical,

Ouï l'exposé du Président,

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité des membres présents :

- APPROUVE la convention de remboursement de charges pour une occupation partagée des locaux (sis 145 chemin des Essarts à Cavalaire-sur-Mer) entre le SIVOM du littoral des Maures et la Communauté de Communes du Golfe de Saint-Tropez,

- AUTORISER Monsieur le Président à signer ladite convention (cf. annexe 6).

DELIBERATION N° 2024-07-05-44
Décision modificative n°3

Monsieur le Président expose au Comité Syndical que dans le cadre des ajustements budgétaires en cours d'exercice, il est nécessaire d'effectuer des virements de crédits pour les budgets M49 et M4 (maison funéraire).

Il est donc proposé les décisions modificatives ci-dessous :

Assainissement – M49			
Section d'exploitation			
Dépenses	STEP	RESEAUX	TOTAL
022– Dépenses imprévues		-147,74 €	-147,74 €
661138 – Rembt emprunt transféré		147,47 €	147,47 €
TOTAL		0,00 €	0,00 €

Assainissement – M49			
Section d'investissement			
Dépenses	STEP	RESEAUX	TOTAL
020 – Dépenses imprévues		-51 150,19 €	-51 150,19 €
1687 – Autres dettes		1 150,19 €	1 150,19 €
2315 – Travaux		50 000,00 €	50 000,00 €
2315/041 - Travaux		101 779,85 €	101 779,85 €
TOTAL		101 779,85 €	101 779,85 €

Assainissement – M49			
Section d'investissement			
Recettes	STEP	RESEAUX	TOTAL
2031/041 – Frais d'études		101 779,85 €	101 779,85 €
TOTAL		101 779,85 €	101 779,85 €

Maison funéraire – M4	
Section d'investissement	
Recettes	
2822 – Amort aménagement terrain	-156,00 €
28172 – Amort aménagement terrain mise à dispo	156,00 €
TOTAL	0,00 €

Vu la délibération n°2024-05-02-19 du 11 avril 2024 approuvant les budgets primitifs M49, M57 et M4 (caveaux),

Vu la délibération n°2024-04-03-26 approuvant la décision modificative n°1,

Vu la délibération n°2024-03-04-35 approuvant la décision modificative n°2,

Considérant que dans le cadre de la continuité de l'exercice 2024, il est nécessaire d'effectuer quelques ajustements budgétaires,

Vu les projets de décisions modificatives n° 3,

Le Comité Syndical,

Oui, l'exposé du Président,

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité des membres présents :

APPROUVE les virements de crédits tels que présentés ci-dessus.

DELIBERATION N° 2024-08-05-45
Autorisation de paiement des dépenses d'investissement

Dans le cas où le budget de la collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, Monsieur le Président fait part des différentes possibilités ouvertes par l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- l'exécutif est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente,
- il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget,
- en outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Il est ainsi proposé aux délégués syndicaux de permettre à Monsieur le Président de mettre en œuvre cette dernière possibilité, afin de répondre aux besoins du SIVOM du littoral des Maures avant le vote du prochain budget, dans la limite des crédits suivants :

BUDGET PRINCIPAL M14

	BP 2024	DM 1	DM 2	TOTAL	LIMITE
20	19 643,84 €	0,00 €	6 400,00 €	26 043,84 €	6 510,96 €
21	4 579,79 €	35 000,00 €	4 289,00 €	43 868,79 €	10 967,20 €
TOTAL	24 223,63 €	35 000,00 €	10 689,00 €	69 912,63 €	17 478,16 €

BUDGET ANNEXE M49 (ASSAINISSEMENT)

	BP 2024	DM 1	DM 2	DM 3	TOTAL	LIMITE
20	13 200,96 €	0,00 €	35 000,00 €		48 200,96 €	12 050,24 €
21	549 986,86 €	0,00 €	56 000,00 €		605 986,86 €	151 496,71 €
23	643 600,38 €	0,00 €	32 600,00 €	50 000,00 €	726 200,38 €	181 550,10 €
TOTAL	1 206 788,20 €	0,00 €	123 600,00 €	50 000,00 €	1 380 388,20 €	345 097,05 €

Le Comité Syndical,
Considérant l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Ouï l'exposé de Monsieur le Président,
Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité des membres présents :

AUTORISE Monsieur Le Président, en attendant le vote du budget primitif 2025, d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, en 2025, dans la limite du quart des crédits ouverts aux budgets M14 et M49 de l'exercice 2024, tels que portés ci-dessus.

DELIBERATION N° 2024-09-05-46
Modification de la durée d'amortissement
dans le cadre des budgets M57 (principal) et M49 (annexe)

Monsieur le Président rappelle aux membres du Comité Syndical :

- la délibération prise en 1999 sur les durées d'amortissement pour chaque type d'immobilisation recensé,
- la délibération prise en 2008 pour la durée d'amortissement de nouveaux biens suite à l'achèvement de l'extension de la station d'épuration, des travaux au poste de la Carrade,
- les délibérations prises en 2018 et 2023 modifiant la durée d'amortissement dans le cadre du budget annexe M49,
- la délibération prise en 2024 modifiant la durée d'amortissement dans le cadre du budget principal M57

Pour le budget principal M57, Monsieur le Président propose aujourd'hui de modifier les durées d'amortissement comme suit :

1 - Génie Civil : Bâtiment administratif	30 ans
2 - Installations de voirie	20 ans
3 - Autres agencements et aménagements de terrains, Agencements et aménagements de bâtiments	15 ans
4 - Equipements de garage et atelier, bâtiments légers, abris	10 ans
5 - Camions, véhicules industriels, mobilier, installations et appareils de chauffage	8 ans
6 - Matériel de bureau ou électronique	5 ans
7 - Logiciels, voitures, matériel informatique	4 ans
8 - Biens de faible valeur (moins de 500,00 euros)	1 an
9 - Etudes	5 ans

Pour le budget annexe M49, Monsieur le Président propose aujourd'hui de modifier les durées d'amortissement comme suit :

1 - Réseau assainissement	50 ans
2 - Génie Civil : Bâtiment d'exploitation, travée garage, biofiltration, déshydratation, Bassins : tranche 1, tranche 2, tampon, épaisseur Poste de la Carrade Canalisations, branchements, collecteurs, réseaux	30 ans
3 - Centrifugeuses, surpresseurs Installations électriques et téléphoniques Camion, véhicule industriel	10 ans
4 - Moteur de centrifugeuse, gavo-pompes, grosses pompes Compresseur, vis de convoyage	7 ans
5 - Pompes doseuses, puisards, outillage Mobilier de bureau, appareils de laboratoire, Installations de chauffage, de climatisation, de ventilation	8 ans
6 - Matériel électromécanique, variateurs, débitmètres, Sondes niveaux, oxygène, pression Organes de régulation (électronique, capteurs...)	6 ans
7 - Informatique, véhicule léger, matériel de bureau, logiciels	5 ans
8 - Bennes, extincteurs	5 ans
9 - Etudes	5 ans

Le Comité Syndical,
Oùï, l'exposé du Vice-Président,
Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité des membres présents :

APPROUVE les modifications des durées d'amortissement.

DELIBERATION N° 2024-10-05-47

Marché « travaux de réparation et de maintenance du réseau d'eaux usées du SIVOM du littoral des Maures 2025-2028 » – sélection de l'entreprise

Monsieur Le Président informe les délégués syndicaux que le marché « Travaux de réparation et de maintenance du réseau d'eaux usées du SIVOM du littoral des Maures 2025-2028 » a été lancé le 14 octobre 2024, avec une date limite de réception fixée au 4 novembre 2024.

L'ouverture des plis a été réalisée le 7 novembre 2024.

1 pli a été reçu dans les délais et ouvert :
- DALL'ERTA

Critères de jugement des offres :

- 1- Prix des prestations noté sur 40 points
- 2- Valeur technique des prestations notée sur 60 points

L'analyse de l'offre est la suivante :

	DALL'ERTA
Prix des prestations (sur 40)	40
Valeur technique (sur 60)	60
Total (sur 100)	100

Considérant le rapport d'analyse des offres ([cf. annexe 7](#)),
Considérant qu'au regard des critères de jugement des offres pondérés définis dans le règlement de la consultation, l'offre de la société DALL'ERTA est considérée comme étant économiquement avantageuse,

Le Comité Syndical,
Oùï, l'exposé du Président,
Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité des membres présents :

-ATTRIBUE le marché « travaux de réparation et de maintenance du réseau d'eaux usées du SIVOM du littoral des Maures 2025-2028 » à l'entreprise DALL'ERTA pour un montant de 106 154,50 euros HT,

-AUTORISE Monsieur Le Président à signer tous les documents se référant au marché susmentionné,

-DECIDE d'inscrire les crédits correspondants au budget primitif 2025 – M49 de la Station d'Épuration – Service Réseaux.

DECISIONS DU PRESIDENT

Liste des décisions prises par M. le Président depuis le Comité Syndical du 12 septembre 2024 :

DECISION	INTITULE
2024_52	renouvellement concession Mme GOBIN Sandy
2024_53	attribution concession Mme Martine CAUVET
2024_54	signature contrat de maintenance du logiciel DELARCHIVES
2024_55	souscription d'un emprunt auprès du Crédit Agricole
2024_56	ouverture d'une ligne de trésorerie auprès du Crédit Agricole
2024_57	renouvellement concession DAUBA BOUCHER Sophie
2024_58	renouvellement d'une concession à Mme Martine WINTZ <i>(annule et remplace la décision 2024_42)</i>
2024_59	renouvellement de concession HENRIQUES Dina Téréza
2024_60	achat concession NEDELLEC WERY Hélène Corinne
2024_61	exonération de l'obligation de raccordement au réseau AC M. Mme MASTERSON
2024_62	achat concession DJEFFAL Safia
2024_63	achat concession et caveau Mme MILLOT MARQUET Danielle
2024_64	renouvellement d'une concession Mme GIORDANA Christiane
2024_65	renouvellement d'une concession M. FARAUD Alain
2024_66	renouvellement d'une concession Mme EVARD Marie-Martine
2024_67	achat concession et caveau Mme LEGENT Véronique

QUESTIONS DIVERSES

- ▣ rapport d'inspection de l'émissaire
- ▣ aménagement du poste de travail d'Antonio DUARTE
- ▣ compétence « assainissement collectif »
- ▣ conventions de mutualisation
- ▣ grillage site STEP

La séance est levée à 11h50.

Les délibérations prises par le Comité Syndical sont les suivantes :

N° 2024-01-05-38	Approbation du règlement du cimetière intercommunal de Pardigon
N° 2024-02-05-39	Fixation des tarifs du cimetière intercommunal de Pardigon
N° 2024-03-05-40	Fixation des tarifs de la maison funéraire
N° 2024-04-05-41	Adhésion à la convention de participation « prévoyance » du CDG83 et participation mensuelle au financement des garanties au 1er janvier 2025
N° 2024-05-05-42	Avenant à la convention de mutualisation de services entre le SIVOM du littoral des Maures et la commune de Cavalaire-sur-Mer
N° 2024-06-05-43	Convention de remboursement de charges dans le cadre de l'occupation partagée de locaux entre le SIVOM du littoral des Maures et la CCGST
N° 2024-07-05-44	Décision modificative n° 3
N° 2024-08-05-45	Autorisation de paiement des dépenses d'investissement
N° 2024-09-05-46	Modification de la durée d'amortissement dans le cadre des budgets M57 (principal) et M49 (annexe)
N° 2024-10-05-47	Marché « travaux de réparation et de maintenance du réseau d'eaux usées du SIVOM du littoral des Maures 2025-2028 » – sélection de l'entreprise